

## Antiprogessisme, entre lucidité critique et crépuscule de la raison

Jérôme Lamy

Étymologiquement, le progrès désigne ce qui avance. Le lien avec une certaine félicité sociale n'est que partiel : ne dit-on pas d'une épidémie ou d'une maladie qu'elles progressent ? Cette plasticité sémantique explique, au moins en partie, les enjeux de qualification politique qui entourent non seulement la notion de progressisme, mais surtout celle d'antiprogessisme qui nous intéressera dans ce chapitre. Le brouillage des désignations est particulièrement saisissant : le parti au pouvoir depuis 2017 en France, *En Marche*, se présente sous la bannière du progressisme<sup>1</sup> alors que l'essentiel de sa politique a consisté en une dérégulation du marché du travail, une réduction des libertés publiques et une légitimation des principales thèses de l'extrême droite (notamment sur l'immigration) ; dans le même temps, comme le note François Cusset, l'antiprogessisme social et politique ne cesse de réactiver les pulsions les plus réactionnaires du racisme et de l'homophobie<sup>2</sup>. Quel est donc le sens de ces croisements de sens entre le prétendu progressisme des néolibéraux (exemple chimiquement pur d'antiphrase) et l'antiprogessisme réactionnaire d'une extrême droite dont les idées s'imposent y compris à la tête du pouvoir en France. Pour tenter d'apporter quelques éclairages, nous examinerons dans ce chapitre le cas très spécifique de l'antiprogessisme savant et technique. Ce rejet de ce qui est présenté comme des avancées scientifiques s'inscrit dans l'histoire longue des rapports à la notion de progrès. Stéphanie Roza a raison d'affirmer que « la prétendue croyance des Lumières au Progrès est un mythe rétrospectif (...) »<sup>3</sup> même si l'idéal d'une cumulation des avancées savantes anime une grande partie de la philosophie du 18<sup>e</sup> siècle.

Il s'agit donc, de ce chapitre, de reconsidérer l'idée d'antiprogessisme au prisme de ses politisations successives. Il nous faudrait nous interroger sur ce qui est présenté comme une évidence : le progrès serait systématiquement une idée émancipatrice. L'historiographie a fait du progrès une valeur de gauche ; l'antiprogessisme (associé à la réaction et au conservatisme des valeurs) aurait plutôt caractérisé la droite et la réaction. Toutefois, historiquement, les positions sont plus complexes et l'on retrouve des traditions émancipatrices antiprogessiste (*i.e.* qui ne prennent pas pour acquis la positivité des productions savantes et techniques). Inversement, le refus du progrès (notamment dans la progression de la connaissance scientifique) peut aussi caractériser une tradition réactionnaire opposée aux nécessités politiques d'une transformation sociale informée par les sciences (c'est notamment le cas en ce qui concerne par exemple les politiques à mettre en œuvre en tenant compte des indications du GIEC).

Nous évoquerons donc, dans une première partie l'histoire longue de l'antiprogessisme et ses ancrages partisans divers – pour ne pas dire parfois opposés. La deuxième partie du chapitre interrogera les critiques contemporaines adressées au progrès ; nous détaillerons les diverses logiques (politiques, scientifiques, ontologiques) visées par cet antiprogessisme. Enfin, la

---

<sup>1</sup> Alexandre Lemarié, « Européenne 2019 : Macron tente d'imposer sa vision des progressistes contre les populistes », *Le Monde*, 9 novembre 2018, [https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/11/09/progressistes-contre-populistes-macron-tente-d-imposer-sa-vision\\_5381010\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/11/09/progressistes-contre-populistes-macron-tente-d-imposer-sa-vision_5381010_823448.html)

<sup>2</sup> François Cusset, « Le triomphe de l'antiprogessisme », *Le Monde*, 23 mai 2013, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2013/05/23/le-triomphe-de-l-antiprogessisme\\_3416544\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2013/05/23/le-triomphe-de-l-antiprogessisme_3416544_3232.html)

<sup>3</sup> Stéphanie Roza, *La gauche contre les Lumières ?*, Paris, Fayard, 2020, p. 72.

troisième partie cheminera dans les régions obscures de l'antiprogessisme, celle d'une irrationalité revendiquée et du mépris pour l'accumulation des connaissances.

## 1- L'histoire longue de l'antiprogessisme

Les briseurs de machine du 19<sup>e</sup> siècle constituent l'une des figures les plus mobilisées de l'antiprogessisme. Réputés insensible à la marche de la technologie, réfractaires aux bénéfices de l'organisation industrielle, incapables de saisir l'intérêt de la transformation par la science, les luddites ont été présentées comme des foules ignorantes, animées par une haine farouche contre les artefacts. Les études précises et documentées d'Eric Hobsbawm pour l'Angleterre et de François Jarrige montrent qu'il n'en est rien. Le premier, étudiant les bris de machines au début du 19<sup>e</sup> siècle, signalait que la destruction du matériel technique n'avait pas pour fondement le rejet des nouveautés technologiques<sup>4</sup>. C'est parce que les machines participaient d'une destruction des conditions d'existence et d'une perte d'autonomie des individus qu'elles étaient détruites. Ce qui est présenté comme un progrès (*i.e.* une machine exécutant une tâche précise) entrave en fait la possibilité d'émancipation des travailleurs. Si les briseurs de machines – les luddites, en référence au personnage imaginaire du général Ludd – luttent contre ce qui est présenté par les tenants du capitalisme comme un progrès (limité au seul artefactuel) c'est pour défendre le progrès de *leurs propres conditions* d'existence. L'antiprogessisme (technologique) peut se révéler être un progressisme (social et politique).

Concernant la France, François Jarrige a mis en évidence la façon dont « [d]ès le XIX<sup>e</sup> siècle, les élites agricoles fustigent les routines paysannes, leur résistance au progrès, leur archaïsme supposé »<sup>5</sup>. Or, comme le souligne l'historien, la meilleure connaissance des conditions locales par les paysans leur permettait d'articuler les ressources disponibles et le type d'économie (autosuffisante) dans laquelle ils étaient inscrits<sup>6</sup>. La résistance à l'imposition de techniques étrangères au milieu d'exploitation ou la contestation de principes généraux ne tenant nullement compte des caractéristiques locales ont été présentés, par les élites politiques notamment, comme des marques rédhibitoires d'antiprogessisme. La contestation paysanne témoigne surtout d'une méconnaissance des savoirs ruraux et de leur efficacité pratique<sup>7</sup>.

Le 19<sup>e</sup> siècle correspond également – au moins en France – à un moment de cristallisation politique et idéologique du progressisme. La Troisième République joue en effet un rôle important dans l'affirmation d'une félicité sociale indexée sur les productions scientifiques et techniques<sup>8</sup>. Les lignes d'affrontement entre progressisme et antiprogessisme sont restées relativement floues pendant longtemps. La position de Chateaubriand est, sur ce point, éclairante : l'auteur du *Genie du christianisme* s'était d'abord opposé « aux philosophes du

---

<sup>4</sup> Eric J. Hobsbawm, « Les briseurs de machines », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 53-4bis, 2006, p. 20.

<sup>5</sup> François Jarrige, *Techno-critiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2014, p. 57.

<sup>6</sup> Ibidem, p. 59. Plus généralement, voir : François Jarrige, *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

<sup>7</sup> Jérôme Lamy, « Le grand remembrement. La sociologie des savoirs ruraux depuis les années 1950 », *Zilsel*, n°1, 2017, p. 263-291.

<sup>8</sup> Christophe Charle, *La République des universitaires (1870-1940)*, Paris, Le Seuil, 1994 ; Guillaume Carnino, *L'Invention de la science. La nouvelle religion de l'âge industriel*, Paris, Le Seuil, 2015 ; Robert Fox, *The Savant and the State. Science and Cultural Politics in Nineteenth-Century France*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2012 ; Terry Shinn, «The genesis of French industrial research 1880-1940 », *Social Science Information/Informations sur les Sciences Sociales*, vol. 19, n°3, 1980, p. 469-499

XVIII<sup>e</sup> siècle », critiquant « l'idée de progrès qu'ils ont voulu promouvoir »<sup>9</sup> avant de prôner « le retour au religieux » qui « redonne toute leur place au progrès et à la liberté dans l'histoire des hommes »<sup>10</sup>. Les vues conservatrices de l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe* n'excluent donc pas une vision eschatologique du progrès.

À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le progrès suscite des discours ambivalents, libérant des arguments antiprogressistes. Anne Rasmussen note ainsi que le critique catholique Ferdinand Brunetière a instauré un débat sur « la faillite de la science » ; il renouvelait le « registre critique [qui] battait en brèche (...) l'ensemble du système progressiste établi par Condorcet (...) »<sup>11</sup>. À gauche, l'ingénieur et philosophe marxiste Georges Sorel publiait en 1908 un ouvrage intitulé *Les illusions du progrès* dans lequel il critique la réduction bourgeoise des conditions du progrès technique et scientifique<sup>12</sup>. L'antiprogressisme devient un élément clé de la critique sociale et politique ; il intègre dès lors le répertoire d'une partie (le plus souvent minoritaire) de la gauche.

Au lendemain du second conflit, un certain nombre de penseurs-euses poursuivent, en la renouvelant, la critique antiprogressiste. Le déchaînement nucléaire, la mobilisation scientifique pendant la guerre, l'accélération de l'industrialisation agricole nourrissent une série de réflexions sur les dégâts de ce progrès unilatéral, toujours présenté sous l'angle d'un accroissement technologique et d'une surenchère matérielle. De Rachel Carson (autrice de *Printemps silencieux*<sup>13</sup> qui pointe les effets délétères des pesticides sur l'environnement) à Günther Anders (philosophe critique de la technique<sup>14</sup>), en passant par André Gorz (journaliste invitant à une plus grande sobriété<sup>15</sup>) et Lewis Mumford (historien des techniques interrogeant le rapport aux machines<sup>16</sup>), l'antiprogressisme devient un thème récurrent de certaines propositions politiques alternatives, anticapitalistes et écologistes<sup>17</sup>. Trois penseurs, en particulier, ont spécifiquement remis en cause les ressorts du progrès et ses logiques mortifères.

Dans cette longue lignée des penseurs-euses de l'antiprogressisme, il convient d'évoquer les cas d'Ivan Illich et de Jacques Ellul. Le premier, prêtre et philosophe en marge des institutions, a livré, dans les années 1970, une critique régulière des transformations industrielles du monde (notamment l'automobile). Dans *Une société sans école*, paru en 1971, il conteste le « rite du progrès »<sup>18</sup> dont les lieux d'enseignement seraient le creuset : seul le désir de consommation serait stimulé pour se confondre avec la mortifère illusion d'un

---

<sup>9</sup> Fabienne Bercegol, « Chateaubriand ou la conversion au progrès », *Romantisme*, n° 108, 2000, p. 25.

<sup>10</sup> Ibidem, p. 33.

<sup>11</sup> Anne Rasmussen, « Critique du progrès, "crise de la science" : débats et représentations du tournant du siècle », *Mil Neuf Cent*, n° 14, 1996, p. 93.

<sup>12</sup> Georges Sorel, *Les illusions du progrès*, Paris, Rivière, 1921, p. 276-277.

<sup>13</sup> Rachel Carson, *Printemps silencieux*, Paris, Plon, 1963.

<sup>14</sup> Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme*, T. I : *Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris, Éditions Ivrea, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme*, T. II : *Sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*, Paris, Éditions Faro, 2011, Günther Anders, *La menace nucléaire. Considérations radicales sur l'âge atomique*, Paris, Le Serpent à Plumes, 2006.

<sup>15</sup> André Gorz, *Écologie et politique*, Paris, Galilée, 1975, André Gorz, *Capitalisme, socialisme, écologie*, Paris, Galilée, 1991

<sup>16</sup> Lewis Mumford, *Le Mythe de la machine. Technique et développement humain*, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2019.

<sup>17</sup> Je résume ici encore à grands traits des positions politiques et philosophiques très nombreuses. Voir, l'ouvrage de François Jarrige déjà cité : *La technocritique, op. cit.*

<sup>18</sup> Ivan Illich, *La société sans école*, Paris, Le Seuil, 1971, p. 64.

« progrès éternel », celui de la « consommation sans fin »<sup>19</sup>. Jacques Ellul, philosophe et politiste, a, lui, centré sa critique sur le prix à payer pour le progrès technique. Dans *Le bluff technologique* (paru en 1988), il affirme qu'« Il n'y a pas de progrès technique absolu. À chaque avancée, de la technique, nous pouvons en même temps mesurer un certain nombre de reculs »<sup>20</sup>. L'antiprogressisme d'Ellul vise surtout l'hégémonie d'une certaine perspective politique privilégiant les solutions technologiques nouvelles, sans interroger les dispositifs déjà existants.

Ce vaste mouvement antiprogressiste des années d'après seconde Guerre Mondiale s'étend jusqu'au cœur même des institutions scientifiques. La guerre du Vietnam aux États-Unis (après la bombe atomique) active une contestation large de la politique militaire américaine, mais également des appuis savants et techniques apportés pour développer des armes. De jeunes universitaires américains (notamment Michael Goldhaber, Martin Perl, Marc Ross et Charles Schwartz= rédigeant, en 1969, un tract appelant à la formation d'une « nouvelle organisation des scientifiques dédiée à une action sociale et politique vigoureuse ». Ils refusent vigoureusement « le vieux credo selon lequel “la recherche est synonyme de progrès et le progrès est bon” »<sup>21</sup> et souhaitent réinterroger le bien fondé de leurs pratiques scientifiques.

## 2- Contre le progrès, contre la science ou contre le capitalisme ? (8000)

L'antiprogressisme des années 1960 aux années 1980 est devenu un lieu commun de la contre-culture, un élément incontournable de la critique des dominations (notamment scientifiques et techniques). À la faveur des mouvements anticapitalistes de la fin des années 1990 et du début des années 2000, cette contestation de l'inéluctabilité de l'offre technologique et scientifique a trouvé de nouvelles formes d'expression. Le rejet des cultures d'Organisme Génétiquement Modifiées (OGM) a constitué l'une des premières manifestations d'un antiprogressisme refusant à la fois la manipulation du vivant et la place hégémonique des industries agro-alimentaire dans la gestion des ressources biologiques pour la nourriture humaine. L'arrachage de champs d'OGM en Grande-Bretagne (à Lyng par Greenpeace<sup>22</sup>) et en France (à Millau, par la Confédération Paysanne<sup>23</sup>). Cette critique en acte de la captation technologique des plantes remet en cause la nécessité technologique d'une transformation du vivant. Mais les tenants de ces biotechnologies industrielles soutiennent que « ces destructions ne peuvent provenir que d'ennemis du progrès et de la technologie (...) »<sup>24</sup>.

L'antiprogressisme est d'abord un stigmate, une tentative pour les adversaires des faucheurs d'OGM de discréditer leur discours politique et de réaffirmer les bienfaits intrinsèques de toutes les innovations technologiques. Mais très vite, la lutte contre le progrès imposé par les firmes de biotechnologie déborde la seule critique des manipulations génétiques. C'est bientôt l'ensemble des conditions politiques et économiques permettant l'émergence des pratiques

---

<sup>19</sup> Ibidem, p. 78.

<sup>20</sup> Jacques Ellul, *Le bluff technologique*, Paris, Fayard, 2010 [1988], p. 97-98.

<sup>21</sup> Michael Goldhaber, Martin Perl, Marc Ross, Charles Schwartz, *Announcing the formation of a new organization of Scientists dedicated to vigorous social and political action*, tract, 1969

<sup>22</sup> Nicolas Chevassus-Au-Louis, *Les briseurs de machines. De Ned Ludd à José Bové*, Paris, Le Seuil, 2006, p. 247.

<sup>23</sup> José Bové, Gilles Luneau, *Pour la désobéissance civique*, Paris, La Découverte, 2004, p. 7-16.

<sup>24</sup> Nicolas Chevassus-Au-Louis, *Les briseurs de machines, op. cit.*, p. 248.

OGM qui est interrogé. Les économies capitalistes, dans leur configuration néolibérale, entretiennent un rapport étroit à la notion de progrès, considéré comme transparente et sans lest politique. L'objectif pour les antiprogressistes et alors de faire surgir, discursivement et concrètement, les logiques d'arraisonnement (du vivant, du travail, des libertés...) qui sous-tendent les (fausses) évidences du progrès technologiques et scientifiques.

Nicolas Chevassus-Au-Louis remarque, à raison que la « filiation historique avec le luddisme qu'on leur assigne »<sup>25</sup> est rarement assumée. Parmi eux, René Riesel, « ancien situationniste devenu éleveur de brebis »<sup>26</sup> fait figure d'exception. Il mène notamment avec Jaime Semprun une réflexion sur la nécessité de devoir tenir un discours catastrophiste pour faire admettre l'inutilité d'une certaine idée du progrès technologique. Leur thèse principale est que même la « crise écologique actuelle » ne permet de configurer les discussions qu'autour de « représentations et [de] catégories platement *progressistes* (...) »<sup>27</sup>. Les deux voient dans l'appel incessant au progressisme l'illusion d'une domination scientifique de la nature et la soumission aux impératifs de l'ordre politique<sup>28</sup>. Le thème du catastrophisme – comme tentative désespérée de faire réagir le corps social – ne ferait que ressasser un « *progressisme honteux* ». Cet antiprogressisme radical prolonge et étend les réflexions d'Illich et d'Ellul : il ne s'agit plus de reconnaître le moindre intérêt politique aux cumulations scientifiques et techniques. L'ordre même du monde tel qu'il articule la technologie et les conditions sociales d'asservissement est dénoncé pour ce qu'il est : irréformable. Son dépassement suppose donc de solder complètement l'idée de progrès.

Plusieurs groupes politiques ont encore prolongé ces réflexions antiprogressistes. En France, des collectifs défendent un antiprogressisme radical qui conteste l'idée même d'une utilité sociale et politique de la science et de la technique. Leur raisonnement s'appuie sur la consubstantialité du système capitaliste et des modes de production savante. Il ne s'agit plus de lien ou de nouage étroit, mais d'une visée totalisatrice similaire qui ajuste les opportunités technologiques à la domination économique.

Le groupe grenoblois Pièces et Main d'Œuvre (PMO) a produit une critique non seulement de la technologie, des pratiques scientifiques (en particulier des nanotechnologies), mais aussi, plus généralement du progrès, considéré comme un dogme. PMO dénonce notamment le culte progressiste en ciblant sa téléologie politique. Le discours d'une espèce humaine anthropologiquement tourné vers le progrès est spécifiquement pris pour cible<sup>29</sup>. Dans ses écrits, PMO vise la faiblesse d'un parti-pris ontologique réduisant les êtres humains à une fatalité technologique ainsi que les associations sémantiques qui articulent, dans les discours progressistes, progrès, innovation, raison et science, comme si ces notions étaient plus ou moins équivalentes, sans histoires contrastées, ni usages politiques contestables<sup>30</sup>. Ce que le groupe technocritique grenoblois pointe c'est une élision de la réalité recouverte par le terme progrès. Reprenant le mot oublié de « "regrès", l'antonyme du "progrès" »<sup>31</sup>, PMO remarque, dans un texte de 2014, que « [l]e mouvement

---

<sup>25</sup> Ibidem, p. 249.

<sup>26</sup> Ibidem.

<sup>27</sup> René Riesel, Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuissances, 2008, p. 21.

<sup>28</sup> Ibidem, p. 37.

<sup>29</sup> Pièces et main d'œuvre, *Sous le Soleil de l'innovation rien que du nouveau !* suivi de *Innovation scientifreak : la biologie de synthèse*, Montreuil, L'Échappée, 2013, p. 13-14.

<sup>30</sup> En ce qui concerne la notion d'innovation voir, : Ivan Sainsaulieu, Arnaud Saint-Martin (eds.), *L'innovation en eaux troubles. Sciences, techniques, idéologies*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2017.

<sup>31</sup> Pièces et main d'œuvre, Progrès technoscientifique et regrès social et humain, Grenoble, 18 juin 2014 ([http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id\\_article=509](http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=509)). Les citations qui suivent sont extraites du même texte.

historique de l'idéologie à un moment quelconque du XIXe a décidé que désormais, *il n'y aurait plus que du progrès*, et que le mot *progrès* n'aurait pas plus d'usage que la plus grande part du vocabulaire du cheval aujourd'hui disparu avec l'animal et ses multiples usages qui entretenaient une telle familiarité entre lui et l'homme d'autrefois ». Cette disparition du mot *progrès* entraîne une difficulté – sinon une impossibilité – à qualifier toutes les conséquences d'un progrès technique et scientifique *naturalisé* et rendu politiquement neutre ou évident. Si bien que « *les victimes du Progrès*, de sa *rançon* et de ses dégâts, n'auraient plus de mot pour se plaindre. Ils seraient juste des arriérés et des réactionnaires (...) ». Si l'impossibilité politique de dire son opposition au progrès date du 19<sup>e</sup> siècle, la collusion entre le progrès et le pouvoir date de Bacon – marquant une « alliance dont la bourgeoisie marchande et industrielle a été l'agente et la bénéficiaire principale (...) ». Toutefois, le prix à payer pour « [c]es *progressistes* au plan technologique » est leur position de « *régressistes* au plan social et humain. Ce qu'en langage commun on nomme des réactionnaires des partisans de la pire régression sociale et humaine ». La domination technologique et scientifique – celle qui considère les produits de la connaissance sont toujours positifs et doivent commander l'intégralité des décisions politiques – a donc pour revers une perte d'émancipation, un recul des droits sociaux et une extension des lois liberticides. L'antiprogressisme défendu par PMO vise à défaire le nouage étroit établi entre la diffusion généralisée des productions scientifiques et techniques et l'ordre politique et économique qui porte les pratiques savantes. Il s'agit de remettre en cause l'évidence (trompeuse) d'une superposition entre félicité sociale et progrès technologique.

Le groupe Oblomoff est un autre collectif technocritique qui s'est interrogé sur le règne de la quantification<sup>32</sup> et de l'informatisation<sup>33</sup>. Dans un ouvrage au titre provocateur – *Un futur sans avenir. Pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique* – Oblomoff défend l'idée d'une pratique scientifique se défaisant des logiques politiques de la technologie. En introduction, le terme progrès est rendu à ses dévoiements les plus concrets : « Le mythe du Progrès est de moins en moins crédible à mesure que se multiplie, surtout pour les plus pauvres, les conséquences catastrophiques du développement économique »<sup>34</sup>. Une nouvelle fois, et comme pour PMO, c'est la fausse évidence d'un progrès condition de la félicité sociale et politique qui est mis en cause. Car « la vision progressiste de l'histoire se berce encore de l'idée que toute avancée des connaissances est intrinsèquement bonne, même quand dans l'immédiat elle est associée au pire »<sup>35</sup>. Oblomoff conteste également l'idée que le règne technique puisse aller de pair avec « des fins émancipatrices »<sup>36</sup>.

Ces critiques convergentes du progrès ne concernent plus uniquement le secteur militant. La fatalité technologique ou l'idéal d'un progrès perpétuel sont au cœur d'interrogations précises et documentées dans les sciences sociales. Ainsi dans l'ouvrage collectif *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, Céline Pessis, Sezin Topçu et Christophe Bonneuil veulent « [r]edonner voix aux alertes sur les « dégâts du progrès » aux controverses et conflits autour de la « modernisation » »<sup>37</sup>. En sociologie, Frédéric Goulet et Dominique Vinck ont documenté « l'innovation par retrait » qui montre les possibilités d'un progrès dans des pratiques

---

<sup>32</sup> Groupe Oblomoff, *Le monde en pièces. Pour une critique de la gestion*, T. I, *Quantifier*, Paris, Les éditions la Lenteur, 2012.

<sup>33</sup> Groupe Oblomoff, *Le monde en pièces. Pour une critique de la gestion*, T. II, *Informatiser*, Paris, Les éditions la Lenteur, 2019.

<sup>34</sup> Oblomoff, *Un futur sans avenir. Pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique*, Montreuil, L'Echappée, 2009, p. 11.

<sup>35</sup> Ibidem.

<sup>36</sup> Ibidem, p. 12.

<sup>37</sup> Christophe Bonneuil, Céline Pessis, Sezin Topçu, « Pour en finir avec les « Trente Glorieuses » », in Céline Pessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil (eds.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013, p. 19.

agricoles par la réduction d'usages technologiques<sup>38</sup>. Les exemples sont désormais nombreux de recherches centrées sur l'idéologie du progrès et la diversité des pratiques antiprogressistes.

Cependant, cet antiprogressisme revendiqué, constitué soit comme contestation politique de l'ordre technologique, soit comme un objet d'enquête est aujourd'hui concurrencé par un antiprogressisme qui assume l'irrationalisme ou refuse la cumulativité scientifique.

### 3- Les régions obscures de l'antiprogressisme

L'antiprogressisme ne se limite donc pas aux seules remises en question des produits de la science et de la technique. Ce sont parfois les principes mêmes de la rationalité, comme principe de compréhension des phénomènes qui sont remis en cause. Les courants ésotériques ou parapsychologiques sont nombreux qui défendent des modes d'interprétation du monde opposés aux principes de la rationalité. Certains contestent l'idée même d'une possibilité de progrès. Le cas de l'anthroposophie est emblématique, de ce point de vue. Fondée par Rudolf Steiner dans les années 1910, cette mouvance ésotérique assimile des éléments de diverses religions (christianisme et bouddhisme notamment) et refuse les principes de la rationalité savante. L'historien Robert Sumser note que Steiner visait la fondation d'une science ésotérique, fondée sur une spiritualité alternative<sup>39</sup>.

Sorte de para-science occultiste copiant certains des traits de la démarche scientifique, l'anthroposophie compose un déterminisme religieux de l'humanité – version mystique d'un antiprogressisme de principe : il faut que l'être humain chute pour ensuite revenir à une approche plus profonde de son environnement<sup>40</sup>. La diffusion de cet antiprogressisme est d'autant plus inquiétante que les liens entre l'entreprise de Steiner et le nazisme sont nombreux<sup>41</sup>. Dans l'enquête qu'il a menée sur l'actualité de ce mouvement, Jean-Baptiste Malet a mis au jour à la fois la diversité des terrains d'investissement de l'anthroposophie (pseudo-médication, écoles, culture agricole...) et ses tentatives de fonder des méthodes para-scientifiques<sup>42</sup>. Les relais politiques et financiers de ce qui est devenu une « multinationale de l'ésotérisme »<sup>43</sup> sont puissants et bien implantés dans les lieux de pouvoir.

L'antiprogressisme – comme remise en cause de la démarche scientifique – prend des formes contemporaines multiples, et il serait vain de vouloir en esquisser une cartographie exhaustive. Mais quelques traits saillants peuvent permettre de comprendre ce qui se joue dans la contestation (parfois sophistiquée) des principes savants.

Les cas les plus documentés sont ceux des tentatives d'instillation du doute par les industriels du tabac et des pesticides, ou encore le travail de déinsformation des climatologues. Avant de préciser quelques traits marquants de ces démarches, il convient de comprendre en quoi elles sont antiprogressistes. La connaissance scientifique progresse par cumulativité<sup>44</sup> et

---

<sup>38</sup> Frédéric Goulet, Dominique Vinck, « L'innovation par retrait. Contribution à une sociologie du détachement », *Revue française de sociologie*, vol. 53, n°2, 2012, p. 195-224.

<sup>39</sup> Robert Sumser, « Rational, Occultism in fin de siècle Germany : Rudolp Steiner's Modernism », *History of European Ideas*, vol 18, n°4, 1994, p. 506.

<sup>40</sup> Ibidem, p. 499.

<sup>41</sup> Peter Staudenmaier, « Organic Farming in Nazi Germany : The Politics of Biodynamic Agriculture, 1933-1945 », *Environmental History*, vol. 18, n°2, 2013, p. 383-411.

<sup>42</sup> Jean-Baptiste Malet, « L'anthroposophie, discrète multinationale de l'ésotérisme », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2018, n° 772, p. 16

<sup>43</sup> Ibidem.

<sup>44</sup> Denise Pumain, « Cumulativité des connaissances », *Revue européenne des sciences sociales*, T. XLIII, n° 131, 2005, p. 5-12.

critique : tous les résultats présentés comme nouveaux viennent enrichir l'état d'information sur le monde et la compréhension des phénomènes qui s'y déroulent ; dans le même temps, le « scepticisme organisé »<sup>45</sup> permet de construire des dispositifs rationnels de discussion voir de réfutation.

Depuis la seconde Guerre mondiale, dans un certain nombre de domaines (le tabac, les pesticides, les pluies acides, le réchauffement climatique...), des scientifiques – parfois de renom dans leur domaine – ont participé à des entreprises de dissémination de doutes. Naomi Oreskes et Erik M. Conway se sont intéressés à ces « marchands de doutes » qui ont œuvré « contre la preuve scientifique » en entretenant « la confusion sur tant de sujets cruciaux de notre époque »<sup>46</sup>.

Liés à des groupes industriels, ces scientifiques tentent de disqualifier les résultats scientifiques qui alertent sur les dangers d'une nouvelle technologie ou d'un produit. Ils s'affranchissent des règles de la cumulativité, en refusant de tenir compte des résultats obtenus par les expériences et les observations. Ils dévoient les principes du scepticisme organisé en faisant du doute un moyen de discréditer toutes les recherches indiquant un possible danger à propos de telle ou telle substance, ou concernant les transformations anthropiques du climat.

Précisément, le cas du réchauffement climatique est emblématique de cette politique du doute antiprogressiste – au sens très précis du refus du progrès cumulatif de la connaissance. Oreskes et Conway ont ainsi montré que c'est au sein de l'Institut Marschall que s'est organisée une lutte contre les premières observations indiquant un réchauffement alarmant de la température sur Terre : les premiers climatosceptiques pointent la responsabilité du Soleil<sup>47</sup>. Cette diversion ne permet de mieux expliquer le phénomène : elle entrave, au contraire, le processus de cumulativité et la progression des connaissances. Les liens de l'Institut Marschall avec le pouvoir politique américain ont également retardé d'éventuelles décisions politiques. L'instance mondiale chargée de rassembler les savoir sur le climat et ses transformations, le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur le Climats) s'est malgré tout efforcé de porter une critique argumentée contre les assertions de l'Institut Marschall<sup>48</sup> qui, lui, poursuivait son entreprise de désinformation. Le physicien Fred Singer – qui s'était illustré en réfutant les effets du tabagisme passif – a également participé à cette vaste entreprise antiprogressiste. : il a notamment contesté dans la revue *Science* les conclusions du GIEC<sup>49</sup>. Les stratégies employées consistent à accroître la confusion en ne relevant pas, par exemple, les bonnes données. L'objectif reste de tromper sur les phénomènes observés et de détourner la recherche de son approche cumulative, ces scientifiques contribuaient à une forme spécifique d'antiprogressisme fondée sur la valorisation de l'ignorance et la célébration infondée du doute. Robert Proctor qui, le premier, a enquêté sur l'histoire longue des stratégies de l'industrie du tabac pour retarder les mesures politiques visant à limiter l'usage de ses produits a proposé un néologisme pour caractériser cette démarche : l'agnotologie. Il a pointé quelques-unes des méthodes employées notamment le fait de « soulever des questions sur des « anomalies » », « se draper dans l'autorité de la science », déconsidérer les autorités scientifiques en place<sup>50</sup>... Ces tentatives antiprogressistes ont été réactivés pour nier le

---

<sup>45</sup> Robert K. Merton, *The Sociology of Science. Theoretical and Empirical Investigations*, Chicago, The University of Chicago Press, 1973, p. 277-278.

<sup>46</sup> Naomi Oreskes, Erik M. Conway, *Les marchands de doute, Ou comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*, Paris, Editions Le Pommier, 2012, p. 22.

<sup>47</sup> Ibidem, p. 306.

<sup>48</sup> Ibidem, p. 311.

<sup>49</sup> Ibidem, p. 336-337.

<sup>50</sup> Robert N. Proctor, *Golden Holocaust. Origins of the Cigarette Catastrophe and the Case for Abolition*, Berkeley, University of California Press, 2011, p. 291-292



réchauffement climatique. Le plus inquiétant est le fait que ces démarches obscurantistes pénètrent de nombreuses institutions savantes et gagnent certaines autorités politiques. Le géophysicien français et ancien ministre de l'éducation Claude Allègre a ainsi contribué à la contestation des résultats scientifiques sur le réchauffement climatique<sup>51</sup>. Certaines associations rationalistes se voient également gagner par l'antiprogressisme scientifique<sup>52</sup>.

De la même manière, il existe une forme de climatoscepticisme grand public, notamment véhiculé par les médias<sup>53</sup>. Sylvestre Huet a pointé les effets sur l'opinion de ces discours puissamment relayés. Il notait notamment que « [l]'énorme ampleur de l'écart entre les opinions publiques et les présentations les plus simples du climat »<sup>54</sup>.

Dans la même perspective, la pandémie mondiale de SARS-COV-2 a mis en évidence le refus d'accepter certains résultats scientifiques. Les théories complotistes, les réticences sur les techniques vaccinales ou encore la remise en doute des connaissances sur le virus lui-même participent d'une certaine forme d'antiprogressisme. Elle est notamment alimentée par les dérèglements du champ scientifique – qui ont par exemple permis la prolongation de la fausse hypothèse de l'hydrochloroxyne comme antiviral – et les approximations médiatiques.

Le président français Emmanuel Macron s'est ainsi fait fort, pendant l'hiver 2020-2021, de repousser les alertes des scientifiques – mettant ainsi publiquement en doute leurs expertises appuyées sur des données et des modèles<sup>55</sup>. Paradoxe (qui n'en est pas un) d'un président qui avait axé sa campagne présidentielle sur le progressisme<sup>56</sup>, pour finir par défendre un antiprogressisme scientifique.

L'antiprogressisme à valence irrationnelle a gagné tout le spectre politique – et certains discours de la gauche radicale vise également à rompre avec les instruments de la raison

L'antiprogressisme, tel que nous en avons délimité les contours historiques et les manifestations les plus contemporaines, n'a pas une identité politique unique. Des luddites au marxisme hétérodoxe de Sorel, du conservatisme de Chateaubriand aux luttes des activistes technocritiques, les formes d'investissement et les ressources idéologiques sont variées – pour ne pas dire parfois opposées. Elles ont toutefois en commun de refuser la naturalisation d'un progrès scientifique et technique évident et fatal. Contre cette fausse évidence banalisée d'une utilité continue des productions savantes, les antiprogressistes réclament le partage politique des choix d'engager un corps social dans une voie technologique particulière. Ce n'est d'ailleurs pas tant telle technique ou telle connaissance savante qui interroge les antiprogressistes que l'intrication de ces savoirs à des formats politiques contraignants. Cependant, certaines remises en question des principes même de la science – comme dans le cas de l'antroposophie de Steiner – ou de ses logiques cumulatives – comme pour le climatonégationnisme – organisent un antiprogressisme réactionnaire et conservateur.

C'est dans cette myriade d'intérêts politiques et de lignes intellectuelles que l'antiprogressisme s'est constitué comme un repère, un moyen d'interroger l'historicité des

---

<sup>51</sup> Sylvestre Huet, *L'imposteur, c'est lui. Réponse à Claude Allègre*, Paris, Stock, 2010.

<sup>52</sup> Stéphane Foucart, Stéphane Horel, Sylvain Laurens, *Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique*, Paris, La Découverte, 2020.

<sup>53</sup> Olivier Godard, « Le climato-scepticisme médiatique en France : un sophisme moderne », *Ecologie & Politique*, n° 45, 2012, p. 47-69.

<sup>54</sup> Sylvestre Huet, « Climato-scepticisme et médias : la duperie », *Sciences<sup>2</sup>*, 13 août 2019, <https://www.lemonde.fr/blog/huet/2019/08/13/climato-scepticisme-et-medias-la-duperie/>

<sup>55</sup> Alexandre Lemarié, « Covid-19 : le sommet de l'Etat se veut optimiste et mise sur une amélioration de la situation sanitaire en France », *Le Monde*, 10 février 2021, [https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/02/10/covid-19-l-executif-insuffle-une-dose-d-optimisme\\_6069428\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/02/10/covid-19-l-executif-insuffle-une-dose-d-optimisme_6069428_823448.html)

<sup>56</sup> Ismaël Emelien, David Amiel, *Le progrès ne tombe pas du ciel*, Paris, Fayard, 2019.

sociétés humaines. Dissipant l'évidence d'une avancée par accumulation d'artefacts et de savoir, l'antiprogessisme a aussi contribué à repenser les conditions d'une émancipation et d'une félicité sociale et politique.